

L'eurodéputé Emmanuel Maurel, membre de l'aile gauche du PS ne faisait pas mystère de ses ambitions pour le poste de premier secrétaire. Il annonce officiellement sa candidature dans nos colonnes.



Emmanuel Maurel : « Il y a une utilité historique du PS et cela n'a pas disparu » Photo AFP

Vous officialisez votre candidature. Vous pensez donc que le PS a un avenir ?

C'est précisément ce qui motive ma candidature. Même si le PS est en mauvais état après sa double déroute électorale du printemps, on peut remonter la pente. Si la gauche est capable de redevenir elle-même, elle sera au rendez-vous de 2022.

Comment ?

Cela suppose plusieurs étapes. Il faut d'abord comprendre ce qui nous est arrivé. Ensuite, il faut de la clarté. Certains ont été trop ambigus par rapport à Emmanuel Macron. Nous sommes dans l'opposition et il faut expliquer pourquoi : l'idée qu'il se fait de l'individu et de la société est aux antipodes de la conception socialiste. Emmanuel Macron n'est ni de gauche ni de droite. Il mène une politique libérale, dure avec les plus faibles, avec le monde du travail : à nous de lui opposer une alternative crédible. Mais on ne peut pas aspirer à revenir aux responsabilités très vite si on n'est pas dans une démarche unitaire.

Avec qui s'allier ?

Ma chance, c'est que je peux travailler avec tout le monde. Il y aura dans ma motion des gens qui ont un parcours très différent du mien et avec qui parfois, je me suis affronté. C'est l'idée d'une synthèse nouvelle : on tourne la page, y compris celle du quinquennat Hollande, on en revient aux fondamentaux qu'on n'aurait jamais dû abandonner, on se fixe des objectifs très clairs, à l'élaboration desquels les militants sont étroitement associés.

Donc il y a un espace pour le PS entre Macron et Mélenchon ?

Il y a une utilité historique du PS et cela n'a pas disparu. Le partage des richesses au cœur de notre identité, reste d'actualité. Le PS redeviendra central à gauche s'il renoue avec les classes populaires et moyennes qui se sont détournées de lui. Il ne faut oublier ni d'où l'on vient, ni pour qui on se bat.

Qu'est-ce qui vous sépare de Mélenchon ?

Il a théorisé que le clivage principal n'était pas entre la gauche et la droite mais entre l'oligarchie et le peuple. Je reste attaché à la notion de gauche. Avec Macron, on a une différence de nature et avec Mélenchon, une différence de degré. Sur

certaines questions, il voudra aller plus loin, plus vite. Je suis d'une gauche de gouvernement classique, qui croit à l'utilité des corps intermédiaires.

Lors de ce congrès, vous serez opposé à des candidats qui ont une ligne moins à gauche. Est-ce une chance pour vous ?

Je suis à gauche mais je n'ai pas l'impression d'être un maximaliste ! Republicain, anti libéral, écologiste : j'ai ma cohérence, ma constance et des propositions pour relever le PS. J'espère qu'on aura un débat sur le cap stratégique, les alliances, le rapport à l'Europe, les moyens de répondre à l'aspiration égalitaire, mais que ce ne sera pas un concours de trombine.

Le PS est-il réconciliable ?

Le PS a longtemps privilégié la méthode de la synthèse. Cela permettait de mettre en mouvement le parti et la société. Renouons avec cette culture du compromis. C'est possible si on met tout sur la table, si on n'a pas renoncé à agir en socialistes. C'est un préalable.

Recueilli par Nathalie MAURET

republicain-lorrain.fr

II) Ce qui est passé inaperçu dans les ordonnances Macron, et qui va faire mal aux salariés

“Le Canard enchaîné” énumère, dans son édition du 10 janvier, une série de mesures passées inaperçues dans les ordonnances Macron, qui affaiblissent le pouvoir des salariés dans les entreprises.

On a beaucoup parlé de la “rupture conventionnelle collective” comprise dans les ordonnances Macron. Et pour cause : dès que son décret d'application a été publié (le 22 décembre 2017) au Journal officiel (JO), plusieurs entreprises ont annoncé qu'elles allaient l'utiliser pour supprimer des emplois, sans motif économique. PSA vise ainsi 1 300 ruptures conventionnelles collectives, tandis que Pimkie, qui en espérait 208, a fait machine arrière (préférant s'orienter vers un “plan de départs volontaires”).

Mais les ordonnances recèlent encore bien des surprises, et pas des meilleures, pour les salariés. Le Canard enchaîné fait le point sur celles-ci dans son édition du 10 janvier.

Des patrons bien accompagnés dans leurs démarches de licenciements

Le volatile cite en effet un décret publié au JO le 30 décembre, qui fournit aux patrons qui souhaiteraient licencier des employés cinq modèles de lettres pour déjouer les tribunaux et être sûr d'alimenter un peu plus les cohortes de

chômeurs. “Il suffit à l'employeur de remplir les cases vides”, remarque Le Canard.

Avant les ordonnances, un employeur ne pouvait faire état de ses griefs envers un employé que dans une seule lettre avant de le licencier. Désormais, trois lettres avec différents motifs et témoignages sont autorisées. Les personnes licenciées disposent alors d'un an pour contester, et non plus de deux ans.

Le maître-mot : flexibilité

Auparavant, les entreprises avaient aussi l'obligation d'organiser une négociation annuelle des salaires. Désormais, pour faciliter le fameux “dialogue social”, ces négociations n'auront plus lieu qu'une fois tous les quatre ans, raconte Le Canard. Disparue, aussi, l'obligation pour les grosses entreprises de chercher à replacer des salariés licenciés dans le groupe. En bref, ces mesures raviront sans doute le patronat – et le Medef, qui les réclamait depuis longtemps – en premier lieu. Pour les salariés, en revanche, l'année s'annonce plus compliquée.

lesinrocks.com

III) La France insoumise entretient son vivier pour gouverner un jour

Par Manuel Jardinaud

Malgré une échéance institutionnelle encore lointaine, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon continue de faire vivre un groupe de hauts fonctionnaires qui prendraient des responsabilités en cas d'alternance, en complément du groupe d'élus à l'Assemblée nationale.

Ils sont 16 +1. Seize députés – sept femmes et neuf hommes –, plus Jean-Luc Mélenchon, incontournable président du groupe et, surtout, ancien candidat à l'élection présidentielle, à incarner La France insoumise. Depuis juin 2017, ils forment cette équipe de choc, sorte de task force suractive à l'Assemblée nationale mais aussi dans la rue, pour porter la parole du programme l'Avenir en commun et contrer la politique d'Emmanuel Macron, désigné « président des riches » depuis le début de son mandat.



Jean-Luc Mélenchon et les députés insoumis pendant la conférence de presse du groupe. © CG

Ils reprennent le combat législatif en ce mois de janvier pour porter le fer contre les textes du gouvernement. La difficulté ? Tenir chaque bout, endurer la distance sur tous les fronts, faire du politique et du législatif en même temps, s'opposer et proposer à la fois. Pas simple pour un si petit groupe parlementaire, sans grands moyens humains. En plus des assistants attachés à chaque député, il compte 10 collaborateurs dont 7 spécialisés sur les différentes commissions.

Pour La France insoumise, en complément de la bataille politique au jour le jour, l'enjeu réside aussi dans le long terme : montrer la capacité de ses élus et élus à faire le job, celui d'élaborer un chemin alternatif pour la France et d'assumer les plus hautes responsabilités le moment venu. Lequel est encore loin constitutionnellement parlant.

Tel un mantra, le discours a été martelé cet automne, au début du mouvement social contre les ordonnances réformant le code du travail : l'objectif est – et reste – la prise du pouvoir, quel que soit le calendrier. Et donc les responsables de La France insoumise doivent être prêts à toute éventualité pour intégrer qui Matignon, qui les principaux ministères, qui enfin les grandes directions de l'administration.

Mais 16 + 1 accompagnés de quelques jeunes collaborateurs, dont c'est pour l'immense majorité la première expérience dans ces sphères du pouvoir, ne font pas un gouvernement. L'équation ne permet pas de diriger un pays. C'est la réflexion à laquelle s'était livré le député de la Somme François Ruffin, dans une vidéo diffusée juste avant la convention de la FI à Clermont-Ferrand fin novembre 2017. Il y confiait, tel un lanceur de pavé dans la marre : « J'éprouve un certain vertige à l'idée qu'on puisse détenir le pouvoir. » Il ajoutait : « Aujourd'hui, la France insoumise peut être reconnue comme la force d'opposition, et en même temps, je ne suis pas sûr que les gens nous donnent les clés du pays volontiers, pour le gouverner. »

<https://youtu.be/Vq8Bp2rOD4Y>

#BDR16 : CENSURE À FRANCE TV, LES 3 DÉFIS DE LA FI, VERNON SUBUTEX, POLYPHONIE, FILOCHE © François Ruffin

Pour la première fois, un élu appartenant au groupe de La France insoumise remet en cause ce que martèle l'état-major depuis des mois. Rapidement, Jean-Luc Mélenchon recadre son camarade, assurant sans ciller que, oui, son mouvement a cette capacité à gouverner. Sur France 2, une semaine plus tard, le député de Marseille veut rassurer sa base, sans se fâcher avec François Ruffin : « C'est magnifique de sa part, ça prouve qu'il n'a pas le melon. Je respecte cette modestie, je la trouve intéressante. » Il complète : « [François Ruffin] dit qu'il est en train de passer d'une culture minoritaire et protestataire à la conscience du fait qu'il s'agit de gouverner. [...] Je le rassure : s'il fallait gouverner demain matin, je saurais le faire avec mes amis. »

Qui sont donc les amis dont parle Jean-Luc Mélenchon, ceux qui sauront gouverner selon lui ? Les députés, bien évidemment, qui se frottent depuis juin dernier à l'élaboration des lois. Quelques cadres de La France insoumise, dont Charlotte Girard, maîtresse de conférences en droit public et responsable du programme du

mouvement. Ou Manuel Bompard, organisateur de la FI et docteur en mathématiques.

Il y a aussi, et surtout, celles et ceux cachés derrière des pseudos, au moins durant la campagne, hauts fonctionnaires qui connaissent les rouages de l'administration et qui pourraient devenir les chevilles ouvrières nécessaires si la FI arrivait au pouvoir. Des personnes qui ont participé à l'élaboration du programme et qui, dans l'ombre, continuent de rédiger des notes ou de souffler des conseils à l'oreille des élus. Un certain nombre apparaît dans l'émission de plus de 5 heures consacrée au chiffrage et diffusée par La France insoumise sur Youtube en février 2017.

On y a ainsi vu Marie Agam-Ferrier qui, certes aujourd'hui à la retraite, fut administratrice civile, chef de service à la direction générale de l'administration et de la fonction publique au début des années 2000 et a occupé différents postes à responsabilité au sein du ministère du travail.

Elle y côtoie Bernard Pignerol, énarque, tête de pont de ces hauts fonctionnaires. Il se qualifie lui-même de « conseiller spécial » de Jean-Luc Mélenchon. L'utilité de cette caste, pourtant si décriée par La France insoumise comme faisant partie du système tant dénoncé : « Les experts, comme les économistes par exemple, ont un petit défaut, ils ne savent pas ce qu'est une note pour un ministre. Pour ma part, dès la campagne, je rédigeais des notes condensées, utiles pour la parole publique. »

Selon lui, se référant à une parole de François Mitterrand, 300 personnes suffisent pour gouverner un pays. Encore faut-il les trouver pour faire fonctionner un cabinet ministériel ou être la courroie de transmission à la tête des administrations. « Au sein de celles-ci, il y a un travail de détection qui se fait déjà, assure-t-il, pour que les capitaines remplacent les colonels. »

« Article 15 », un groupe d'une centaine de hauts fonctionnaires prêts à gouverner

Le jour venu, il compte sur la force d'attraction du programme, œuvrant pour le bien commun, pour réunir assez de bonnes volontés loyales. Charlotte Girard veut croire que la mobilisation de hauts fonctionnaires ne rencontrerait pas trop de résistance car « ce sont des gens qui ont le sens du service ». Elle concède que le mouvement doit avoir « une maîtrise minimale de la structure de l'État, ce qui a été pris en compte dans la construction du programme » où la question de la planification – notamment sur l'écologie et la transformation de l'économie – est centrale.

Le cœur du dispositif : un groupe nommé « Article 15 », en référence à celui de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui indique que « la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration ». L'entité, à géométrie variable, discute et échange via un groupe de discussion de la messagerie cryptée Telegram lancée au début de la campagne pour la présidentielle. Le groupe, certes moins actif depuis les élections, continue néanmoins de fonctionner avec 100 à 120 contributeurs.

Noam (pseudonyme) est l'un des membres de ce groupe. La trentaine, haut fonctionnaire au ministère des affaires sociales, il a participé à l'élaboration du volet protection sociale de l'Avenir en commun. « Dans ce collectif, on a même des gens qui travaillent à Bercy, au ministère de l'économie », assure-t-il. Une

vingtaine de magistrats, policiers et militaires, dont certains en activité, y sont aussi présents, affirme Bernard Pignerol.

Comme ses camarades, Noam est intervenu sur les livrets, ces chapitres thématiques du programme : « Dans ce groupe de hauts fonctionnaires, nous avons effectué un gros travail de fond avec la rédaction de fiches programmatiques avec d'autres personnes impliquées. Notre rôle était surtout de mettre en forme et de synthétiser. » Il explique son rôle : « Par exemple, sur les retraites, j'ai écrit deux-trois pages sur le sujet pour l'explicitier et argumenter. » Suivre les sujets, et conseiller au coup par coup en fonction des besoins et de l'actualité.

François Pirenne (pseudonyme), haut fonctionnaire spécialiste des questions de sécurité et de renseignement, comme il se présente lui-même, décrit un fonctionnement analogue durant la campagne : « J'ai intégré le groupe animé par Bernard Pignerol, pas forcément pour travailler sur le programme dans ce cadre. Mais j'ai rédigé régulièrement des notes. Par exemple, quand le policier a été assassiné sur les Champs-Élysées en avril 2017, j'ai vu avec Jean-Luc Mélenchon les bons mots à utiliser en réaction. »

Aujourd'hui, le travail est moins quotidien, mais demeure, en soutien de l'action politique publique. « Pendant la discussion du projet de loi sur la sécurité, il y a eu un va-et-vient continu entre les parlementaires et les hauts fonctionnaires experts de la question à travers des notes et des conseils », relate François Pirenne.

Même fonctionnement lors du débat sur le budget de l'État à l'automne : « Le contre-budget présenté par la FI émane de différents documents issus de la campagne présidentielle. Mais nous avons participé au décodage du projet de Macron, apporté des éléments macroéconomiques déjà préparés et non publiés », assure Mathieu (pseudonyme), jeune haut fonctionnaire et polytechnicien. Une quinzaine de ses pairs a travaillé ainsi avant que leurs éléments soient validés – ou non – par les députés.

L'urgence, pour ces soutiens de l'ombre, a été de collaborer rapidement avec les assistants parlementaires dès la formation de la nouvelle Assemblée nationale. « Le travail était fait en amont, fournir du matériel, des clés de lecture. » Il reconnaît que les équipes se sont aujourd'hui professionnalisées. Elles abonderont le vivier des gens capables d'intégrer des équipes ministérielles.

Pour Mathieu, qui aujourd'hui encore ne souhaite pas dévoiler son identité, être en soutien à La France insoumise demeure plus difficile que s'il était allié à un autre mouvement : « Nous contribuons encore un peu plus secrètement que pour d'autres partis parce que nos chefs sont plutôt proches du pouvoir », dit-il. Noam ne souhaite pas diffuser au-delà d'un petit cercle de collègues sa position au sein de la FI. « Mais j'apprends mon métier en attendant. » Pour le moment venu...

Recruter les personnes clés pour animer le pouvoir

Ce « moment venu », après la défaite de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, chacun continue d'y penser, tant est ancrée l'idée que la victoire était à portée de main et que l'assise du président Macron est faible dans la société.

« Si on arrive au pouvoir, nous n'aurons pas de

problème pour amener la quinzaine de personnes clés pour faire fonctionner les cabinets ministériels », estime Noam. À savoir : les directeurs et chefs de cabinets, pivots incontournables d'un fonctionnement efficace de la machine gouvernementale.

Cela peut paraître peu. Et ne suffira pas. Même si la structure gouvernementale envisagée devra être légère et nouvelle. « L'idée est d'avoir un pouvoir resserré, 15 à 17 ministres au plus, avec une trentaine de hauts-commissaires qui auront la mission de mettre en place la politique élaborée dans les livrets du programme », résume Bernard Pignerol.

Certains seront aussi issus du groupe des rapporteurs du programme, une trentaine de personnes dont quelques énarques Sciences Po, ainsi que de l'espace politique qui regroupe des militants – et parfois élus – expérimentés.

À cela, il convient d'ajouter le besoin de l'appui des préfets, hauts fonctionnaires incontournables pour rendre effective la politique étatique. « Il faudra trouver des préfets France insoumise compatibles, reconnaît François Pirenne. Cette haute fonction publique, œuvrant notamment sur la sécurité a été transformée en chien de garde du libéralisme. Depuis des années, ils se sont embourgeoisés. »

Mais il n'y voit cependant pas un mur trop haut à franchir, malgré les divergences idéologiques. « Il faut compter sur un effet d'entraînement de la technostructure et du souffle républicain dans les institutions. » Selon lui, la question de l'administration de la police et du renseignement ne sera néanmoins pas facile à régler, il faudra beaucoup de pédagogie pour faire accepter une nouvelle doctrine, par ailleurs encore en construction. Rien ne presse, il reste plus de quatre ans avant la prochaine élection présidentielle.

mediapart.fr

MAIS AUSSI :

Le journal d'extrême droite "Minute" va-t-il déposer le bilan ?



Par
Mathieu Dejean

Après cinquante-six ans d'existence, le journal d'extrême droite lance une souscription, et se donne trois mois pour survivre.

L'ombre de la faucheuse plane sur la "une" du

LAPRESSEENREVUE.EU

journal Minute, cette semaine du 10 janvier. Un sinistre encart grignote la couverture consacrée à l'immigration clandestine (comme c'est original), et appelle les lecteurs de l'hebdo d'extrême droite à l'aide : "Aidez nous ! A cause d'un prestataire qui devrait être à notre service comme à celui de tous les titres de la presse française - Trois mois pour aider 'Minute'". Dans ses pages, un long texte expose la situation périlleuse du magazine. Victime collatérale, comme beaucoup d'autres titres de presse écrite, de la crise de la société de distribution Presstalis, il risque de disparaître des kiosques et des marchands de journaux. En cause, la décision de Presstalis (rendue publique le 6 décembre) de retenir 25% du chiffre d'affaires issu des ventes de la presse quotidienne et magazine, vraisemblablement pour renflouer sa trésorerie.

"Nous avons fait les comptes : ça ne passe plus"

Ce manque à gagner pourrait être fatal à l'hebdo, qui survit tant bien que mal avec trois salariés sans locaux, et une quasi-totalité de pigistes. Sa 'une' raciste sur Christiane Taubira en 2013 - pour laquelle il a été condamné à 10 000 euros d'amende - lui avait octroyé une éphémère visibilité. Mais depuis, c'est encéphalogramme plat. "Nous avons fait et refait les comptes : avec 25 % du produit de nos ventes en kiosque et chez les marchands de journaux en moins, ça ne passe plus, résume la tribune. Notre imprimeur, bienveillant, ne peut pas baisser plus encore ses tarifs sauf à perdre de l'argent. Nos frais sont réduits au strict minimum."

Minute se donne donc "trois mois" pour trouver une solution qui lui évite de fermer boutique. Ce pourrait être un repli sur la vente par abonnement seulement ; ou un changement de distributeur, à condition de remplir suffisamment ses caisses (d'où un appel insistant aux abonnements). Mais même dans ces hypothèses, l'avenir du titre est incertain : "Je n'ai pas l'impression qu'à court terme il puisse mourir. Mais à moyen terme, un titre qui se retire des kiosques alors qu'il vit en partie grâce à ses 'unes' est condamné", soupire Bruno Larebière, qui en fut rédacteur en chef pendant dix ans (jusqu'en 2011), et qui y collabore désormais en tant que pigiste.

"A moyen terme, un titre qui se retire des kiosques alors qu'il vit en partie grâce à ses 'unes' est condamné" - Bruno Larebière

La dure concurrence du "politiquement incorrect"

Au-delà de la crise générale de la presse écrite, la lente agonie de Minute est aussi un signe du temps. Fondé en 1962 par des partisans de l'Algérie française, ce titre proche de l'extrême droite, indépendant vis-à-vis des partis politiques mais qui a toujours soutenu en dernière instance le Front national, a tiré jusqu'à 250 000 exemplaires par semaine jusqu'en 1981 - son âge d'or. Selon le Dictionnaire de l'extrême droite (éd. Larousse, 2007), son déclin commence au milieu des années 1980, alors que la parole d'extrême droite se désinhibe et trouve d'autres canaux d'expression.

Racheté en 1993 par un ancien dirigeant d'Ordre nouveau, Gérald Penciolelli, qui rêvait d'en faire un "Canard enchaîné de droite", et dirigé depuis 2002 par Jean-Marie Molitor, Minute n'occupe plus une position aussi singulière qu'auparavant dans le paysage médiatique. Dans le concert du

"politiquement incorrect" dont se revendiquent désormais de nombreux titres à droite (Valeurs Actuelles, Causeur, L'Incorrect, Limite...), sa voix est devenue relativement inaudible. "Il est évident que Valeurs Actuelles occupe le même créneau, davantage que L'Incorrect ou Causeur, qui sont des mensuels", analyse Bruno Larebière. La surenchère des 'unes' hostiles à l'islam de certains magazines de la droite classique sous François Hollande a aussi participé à sa marginalisation. Et ce n'est pas la couverture de Minute avec une vue plongeante sur le décolleté de Marion Maréchal-Le Pen, en décembre 2014, qui a changé la donne.



MINUTE @MinuteHebdo le Front préfère les blondes @FN_officiel @Marion_M_Le_Pen

Vampirisé par Valeurs Actuelles ?

Concurrencé sur le terrain de la provocation, Minute voit aussi la place politique qu'il occupait réduite à la portion congrue. Alors qu'il fut longtemps le seul titre à se situer au croisement entre la droite classique et l'extrême droite (en accordant notamment des interviews à des membres de l'UMP), la nouvelle formule de Valeurs Actuelles s'est imposée comme le nouveau creuset de "la droite hors les murs" en 2016.

En 2007, le journal revendiquait un tirage de 40 000 exemplaires par semaine. Aujourd'hui il ne communique plus sur sa diffusion, mais une source interne nous confiait en 2013 que les abonnements représenteraient entre 60 et 70% de ses ventes. Cette nouvelle séquence pourrait donc être son baroud d'honneur, même s'il a survécu à de nombreuses crises dans le passé, souvent concomitantes à celles que traversait le FN. "Minute a traversé des crises internes dues à des prises de position politiques, mais là, c'est un événement extérieur unilatéral, un oukase du prestataire, qui est en mesure de faire cesser d'exister les journaux qui n'ont pas les reins solides. C'est dément et il n'y a aucun recours", conclut Bruno Larebière.

lesinrocks.com

IV) L'Exil n'est pas un choix, l'asile est un droit !



Lors de ses vœux télévisés, Emmanuel Macron a souhaité la bienvenue aux réfugiés, tout en précisant qu'on « ne peut accueillir tout le monde ». Il n'est pas anodin qu'il ait donné une définition imprécise et lacunaire des « réfugiés », qu'il ait omis de parler de la protection subsidiaire et du statut d'apatride. Il a évoqué les personnes menacées en raison de leur « origine », terme vague, voire incompréhensible, et a omis l'appartenance à un groupe social.

Le terme de réfugié s'applique à « toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ». Et « l'appartenance à un groupe social », omise par Macron, est un fait social qui n'est pas lié à la manifestation par ses membres de leur appartenance audit groupe, mais au regard que portent les autorités ou la société sur ces personnes. Le statut de réfugié peut être accordé à des albinos, des personnes craignant des mutilations sexuelles pour leurs filles, à des personnes du fait de leur orientation sexuelle, etc.

Des droits...

Le statut de réfugié accordé par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ouvre le droit à un titre de séjour de dix ans.

La protection subsidiaire est accordée à une personne dont la situation ne répond pas à la définition précédente mais pour laquelle il existe des motifs sérieux de croire qu'elle risque dans son pays la peine de mort ou une exécution, la torture ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants ; et, pour des civils, une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle résultant d'un conflit armé interne ou international. La protection subsidiaire octroyée par l'OFPRA ouvre le droit à un titre de séjour d'un an, renouvelable.

Macron n'a pas évoqué les apatrides auxquels il aurait pu dire que la France était leur « patrie », comme il l'a fait pour les réfugiés, soit « toute personne qu'aucun État ne considère comme son ressortissant par application de sa législation ». Le statut d'apatride octroyé par l'OFPRA ouvre droit à un titre de séjour d'un an, renouvelable.

Les personnes demandant l'asile ou le statut d'apatride s'adressent à l'OFPRA, les premiers via les plateformes d'accueil des demandeurs d'asile (PADA), puis les préfectures, les seconds s'adressant directement à l'OFPRA, sans passer par la préfecture et échappant dès lors à bien des déboires, notamment au règlement de Dublin. Mais les apatrides n'ont pas droit à un titre de séjour ni aux droits sociaux offerts aux demandeurs d'asile et vivent dans la précarité et à

la merci d'un renvoi pendant la procédure, même s'il serait logique de se demander « où » peut être renvoyé un apatride.

... à la réalité

Le discours de Macron s'inscrit dans la lignée du « plan Migrants », annoncé par Édouard Philippe le 12 juillet, « Garantir le droit d'asile, mieux maîtriser les flux migratoires », en prévision d'une loi sans cesse ajournée. Or la compassion présidentielle envers les « réfugiés » ne saurait cacher que, dans les faits, il est rare, voire dangereux, de pouvoir pénétrer en France, et qu'une fois en France les PADA ne jouent pas un rôle d'accueil, mais plutôt de dissuasion, faisant de bien des demandeurs d'asile dans l'incapacité d'y accéder des sans-papiers dont certains reçoivent des obligations de quitter le territoire français (OQTF).

Certaines plateformes n'ont pas pu fonctionner, comme en témoigne la fermeture de la PADA de Nanterre (92) pendant des mois en 2017. À cela s'ajoute le fait que les conditions nécessaires à la présentation d'une demande d'asile supposent hébergement décent, accès à de la nourriture, à des soins, des interprètes-traducteurs, une garantie de confidentialité de la demande, et du temps, au contraire de ce que ressentent tous les dirigeants qui promettent qu'ils vont « raccourcir les procédures ». Or, faute d'avoir accès à ces conditions que l'État devrait fournir, les demandeurs d'asile ont, quand ils le peuvent, recours à un tissu associatif militant sur lequel l'État se décharge, plaçant ces associations dans l'incapacité de répondre à la demande.

En souhaitant la bienvenue aux seuls « réfugiés », Macron a, au passage, jeté l'opprobre sur toutes les personnes qui viennent en France pour des motifs divers : études, travail, mariage, catastrophes climatiques, etc., et auxquelles nous souhaitons pour notre part la bienvenue. Il y aurait urgence, en outre, à ne pas considérer les personnes fuyant les catastrophes climatiques comme des immigrés « économiques » car, à la différence de ces derniers, ils ne pourront pas retourner séjourner dans leur pays, or la définition d'un statut les concernant spécifiquement n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Maria Puccini



V) Pour Mélenchon, Macron "poursuit la fuite en avant" sur les migrants



Jean-Luc Mélenchon condamne la volonté d'Emmanuel Macron d'appliquer pleinement l'accord avec la Turquie sur les migrants.

La "très forte communauté de vue" des sept pays du sud de l'Europe qui participaient mercredi soir au sommet de Rome sur la question migratoire, dont s'est félicité Emmanuel Macron à l'issue de la réunion, n'est pas partagée par le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

Dans un communiqué, le député des Bouches-du-Rhône a estimé le chef de l'Etat "poursuit la fuite en avant sur les conditions d'accueil des réfugiés".

"La déclaration finale du sommet de Rome fait référence à 'la pleine mise en œuvre' de l'accord avec la Turquie, qui confie le traitement des demandeurs d'asile à un régime dictatorial", déplore le tribun.

Jean-Luc Mélenchon maintient son analyse sur la crise migratoire qui touche la Méditerranée, regrettant que "l'Union européenne continue de pousser les populations africaines au départ en forçant les États à signer des accords et libre-échange".

L.N.



VI) Et si la connerie humaine était bien plus à craindre que l'intelligence artificielle?

Charles Hadji - [slate.fr](https://www.slate.fr)

La version originale de cet article a été publiée sur The Conversation.

<http://dai.ly/xd396>

«Le contraire de la connerie, ce n'est pas la logique», disait le grand



«Where the hell did you get that idea, HAL?» | geralt via Pixabay CO License by

L'intelligence artificielle (IA) a le vent en poupe. À tel point que ses succès, et ses conquêtes, pourraient faire d'elle une grande menace pour l'humanité. L'homme, équipé de sa modeste intelligence naturelle, doit-il avoir peur d'une concurrence (déloyale?) de l'IA? Se pencher sur cette question expose à quelques surprises.

De l'intelligence artificielle

L'IA a effectué, ces dernières années, de grandes percées. Reconnaissance d'images, aide au diagnostic médical, traduction automatique, lecture sur les lèvres, assistants vocaux, compréhension du langage naturel, véhicules autonomes: nombreux sont les domaines où ses progrès sont impressionnants.

Ainsi l'IA évolue de façon indéniable dans la maîtrise d'opérations intellectuelles et dans la rationalisation de procédures efficaces. Elle peut effectuer, beaucoup mieux que nous, un grand nombre de tâches. Les réseaux de neurones artificiels sont capables de reconnaître (des formes, des caractères manuscrits...); d'identifier; de classer. En quoi, alors, ces progrès sont-ils une menace pour l'homme?

Cédric Villani sur l'intelligence artificielle le 5 décembre 2017.

https://youtu.be/LMRdn_MQWXM

On imagine le développement de technologies s'incarnant dans des robots capables de penser comme nous, et finalement mieux que nous. Qui pourraient nous survivre, et peut-être nous remplacer... On craint le saut qualitatif que constituerait l'émergence d'une IA capable de s'améliorer elle-même, jusqu'à dépasser l'homme. On craint les possibles actions néfastes de robots dotés d'une autonomie dépassant le seul champ technique, et capables de prendre des décisions d'ordre éthique, alors même qu'ils seraient dépourvus de conscience éthique.

Mais l'intelligence se réduit-elle à la capacité de produire des opérations intellectuelles et à la maîtrise de procédures efficaces? L'intelligence artificielle est d'ordre technologique. «Ça marche» (pour opérer certains gestes intellectuels, et conduire efficacement certaines actions) est-il le dernier mot en matière d'intelligence? Dans l'expression «intelligence artificielle», le terme «intelligence» est-il à sa place? Car, au fond, qu'est-ce que l'intelligence?

De l'intelligence naturelle

René Zazzo (Où en est la psychologie de l'enfant?, 1983) propose de rayer du vocabulaire le terme «nu» d'intelligence, parce que, «signifiant trop, il ne signifie rien». Ce qu'on appelle «intelligence» est pluriel: il faudrait considérer une dizaine d'intelligences différentes. Bien plus, l'intelligence réside dans le bon usage de ses capacités cognitives.

Il faut les utiliser à bon escient («au bon moment et convenablement», p. 54). Descartes l'avait très bien vu: «Ce n'est pas assez d'avoir l'esprit bon, mais le principal est de l'appliquer bien» (Discours de la méthode, première partie).

Cela nous éloigne d'une conception qui réifierait l'intelligence, la transformant en «chose» que chacun posséderait plus ou moins. On peut en effet concevoir l'intelligence d'au moins trois façons (Hadji, 1992): comme une donnée d'ordre biologique (conception héréditariste); comme le résultat d'une construction concrète et progressive (conception constructiviste); ou comme une exigence (l'exigence de se construire intelligent: conception «perfectionniste», fondée sur l'idée rousseauiste de perfectibilité).

Si les deuxième et troisième conceptions sont les plus pertinentes, alors l'intelligence, comme capacité de distanciation et conscience critique, est le résultat d'une conquête de tous les jours. C'est en ce sens qu'Alain disait que «chacun est juste aussi intelligent qu'il veut». Et, d'autre part, elle constitue une «réalité» paradoxale. Comme le chante avec à-propos Brassens («Ceux qui ne pensent pas comme nous»):

*«Entre nous soit dit, bonnes gens
Pour reconnaître
Que l'on n'est pas intelligent
Il faudrait l'être.»*

Ne pas comprendre cela pourrait être un indice de «connerie». Mais alors: qu'est-ce que la connerie? De la connerie naturelle

Nous ne nous serions jamais permis d'utiliser ce terme si nous n'avions pu nous placer pour cela sous la haute autorité du professeur René Zazzo. Celui-ci, afin même de mieux cerner la notion d'intelligence, consacre en effet un chapitre à la question: «Qu'est-ce que la connerie (madame)?». Car, pour lui, on peut être à la fois con et intelligent, et «le contraire de la connerie, ce n'est pas la logique» (p. 47).

Ce contraire serait donc une forme d'intelligence différente de l'intelligence logique (celle de l'IA), forme dont la connerie signifierait l'insuffisance, ou l'absence. Intelligence que l'on pourrait peut-être définir comme la conscience de ses insuffisances et de ses limites. D'où la clé du paradoxe: pour reconnaître que l'on n'est pas intelligent (que l'on ne met pas suffisamment en jeu cette conscience critique), il faut l'être, c'est-à-dire déjà être capable de conscience critique. Cette «autre dimension» de l'intelligence, la plus haute, serait en quelque sorte un antidote pour la connerie.

Précisément, le propre d'un con est de ne pas se douter qu'il l'est. «Pour le savoir, il lui faudrait se décentrer, se voir avec les yeux d'autrui... Ce qui suppose alors qu'il ne le serait pas» (p. 52). Le drame est que la connerie est hélas très répandue. Dans une recherche portant sur elle, écrit Zazzo, «les volontaires pour constituer la population d'expérience, c'est pas ça qui manque». Les exemples abondent de connerie à l'état brut, celle qui fait plonger dans une piscine sans eau, courir sur le toit des trains qui vont passer sous des tunnels, ou se mettre à quinze pour tabasser sans raison un lycéen sans défense.

Ainsi, la tension qui oppose l'insuffisance de maîtrise à l'efficacité technique, pour laquelle l'IA serait le pôle supérieur, ne se superpose pas avec une autre tension, qui oppose connerie et intelligence critique. Comme elles ne jouent pas sur le même terrain, l'intelligence humaine (en tant que critique) n'aurait pas à craindre l'intelligence artificielle. Mais est-on cependant sûr d'être à l'abri de l'émergence d'une connerie artificielle?

De la connerie artificielle

A priori, la connerie est le propre de l'homme. Comme l'a fait observer Cédric Villani à propos de l'échec d'APB, ce n'est pas l'algorithme en lui-même qui est responsable de l'énorme «couac» qu'a connu l'affectation des lycéens dans les établissements d'enseignement supérieur, car les problèmes rencontrés relèvent de la responsabilité politique. «Le logiciel en lui-même n'a rien à se reprocher», insiste-t-il. La connerie est humaine, non technique.

Pourrait-on cependant identifier les circuits

neuronaux de la connerie, élaborer des programmes permettant d'être toujours plus cons, et construire des robots experts en connerie? Mais à quoi cela servirait-il: nous sommes déjà si forts en connerie naturelle!

L'intelligence artificielle est une forme acérée d'intelligence logique, mais non encore d'intelligence critique. Il est donc normal que nous n'ayons pour l'instant aucune preuve de connerie artificielle (mais, à notre avis, c'est pour toujours, la connerie n'étant le propre que de l'homme, et ne se manifestant ni chez les animaux, ni chez les végétaux).

Pour arriver à ce stade, il faudrait que les «machines» (robots et programmes) aient accès à l'intelligence critique, dont la connerie humaine naturelle est comme le témoin en creux. Aller toujours plus loin dans le champ de l'intelligence logique ne fait courir aucun risque de connerie, sauf à celui qui ferait un usage non critiqué de cette forme d'intelligence, et qui serait donc déjà con «par nature». En somme, et paradoxalement, la connerie est notre arme fatale contre de possibles excès de l'IA.

Répondons enfin à notre question de départ

Faut-il donc craindre aujourd'hui l'intelligence artificielle? Nous pouvons certes craindre une forte disparition d'emplois, sur des tâches automatisables. Mais le problème est alors celui de la juste répartition des richesses produites, et de la place à donner au travail dans la vie humaine. Problème que l'homme, s'il n'est pas trop bête, devrait pouvoir résoudre intelligemment.

Décidément, nous pouvons conclure que l'intelligence artificielle est beaucoup moins à craindre que la connerie naturelle, qui triomphe malheureusement (entre autres!) chez de trop nombreux chefs d'État. Par pure charité, nous ne citerons aucun nom. Mais, hélas, ils ne se reconnaîtront pas (puisqu'ils sont cons). En cette période de vœux, nous nous contenterons d'espérer qu'ils finissent par être touchés par la grâce de l'intelligence critique, celle qui fait douter de soi, et s'interroger sur la valeur de ses actes et les conséquences de ses décisions.

De la bonté salvatrice

Nous pouvons toutefois faire une dernière observation. À côté des tensions opposant l'insuffisance opératoire à la maîtrise technologique, et la connerie à l'intelligence critique, il nous faut distinguer une troisième tension, elle aussi non superposable, qui oppose gentillesse à méchanceté. Car, comme l'a encore bien vu Brassens, «quand les cons sont braves», il n'y a guère de mal. Les difficultés naissent du mélange des genres, quand «les connards» sont «des peaux de vache».

Souhaitons donc qu'un sursaut de bonté vienne accompagner le développement de la forme la plus haute d'intelligence naturelle. Celle qui nous conduirait, entre autres, à faire un usage intelligent de l'intelligence artificielle... Et concluons: paix sur terre à tous les êtres humains de bonne volonté, pour peu qu'ils ne soient pas trop cons, plutôt braves, et fassent preuve un tant soit peu d'intelligence critique...

L'intelligence artificielle plus puissante que l'intelligence humaine? Entretien avec Laurent Alexandre.

<https://youtu.be/ltrUdC9W6fk>

MAIS AUSSI :

Une théorie sur les cons

Repéré sur Aeon



Cerveau / Jeanne Menj via Flickr CC License By

Voici comment un con voit le monde qui l'entoure. «Les personnes qui font la queue devant lui au bureau de Poste sont une masse d'imbéciles sans importance. Il ressent comme une injustice le fait de devoir attendre tandis qu'ils bafouillent leurs demandes. L'hôtesse de l'air n'est pas une personne potentiellement intéressante avec ses préoccupations et ses problèmes mais la représentante d'une société qui insiste stupidement pour que vous éteignez votre téléphone. Les agents d'entretien et les secrétaires sont des fainéants qui se plaignent en permanence de leurs tâches répétitives. La personne qui n'est pas d'accord avec vous dans une réunion de travail doit être abattue sur le champ. Entrer dans une rame de métro est un exercice qui consiste à donner des coups de coude à des crétins».

Eric Schwitzgebel, Professeur de philosophie de l'Université de Californie, commence ainsi sa très originale Théorie des cons publiée par le magazine américain Aeon. Il explique que nous avons tous besoin d'une théorie des cons («jerks») ce qui nous permet de rester calme et d'avoir une compréhension clinique de cette créature quand nous la rencontrons dans la nature.

Sa définition du con est la suivante: «il est incapable de comprendre le point de vue de ceux qui l'entoure et les traite comme des outils à utiliser ou des idiots à gérer plutôt que des semblables sur le plan moral». Il s'agit de quelqu'un qui se donne à lui même des avantages particuliers en considérant qu'il dispose de droits différents des autres puisqu'il leur est supérieur.

L'opposé du con est le «gentil» («sweetheart»). Le gentil voit les autres, même les étrangers, comme des personnes distinctes avec des points de vue ayant une valeur, dont les désirs et les opinions, les intérêts et les objectifs méritent l'attention et le respect.

L'échec moral et émotionnel du con est évident. Sur le plan intellectuel, c'est aussi le cas. Personne a raison en permanence et sur tout. Il y a en tout cas une constante, le succès encourage les cons à se comporter comme tel. Il n'est pas sûr selon Eric Schwitzgebel que se comporter comme un con favorise l'ascension sociale et professionnelle, mais il est sûr en revanche que le succès encourage à se comporter comme un con et à s'octroyer des droits particuliers.

Alors bien sûr, les personnalités humaines sont complexes. Il n'existe pas de con absolu et de gentil absolu. Toutes les opinions ne méritent pas un traitement équivalent. Il y en a qui sont répugnantes et détestables. Ne pas être capable

d'avoir de l'empathie pour un fanatique n'est pas un signe de connerie.

Nous sommes tous d'une façon ou d'une autre et à certains moments des cons. C'est pour cela que la vision du monde du con nous est si facile à reconnaître. Fort heureusement, nous ne sommes pas tout le temps des cons et nous pouvons essayer de l'être moins.

Slate

VII) Alain Delon "vomit" cette époque et "quittera ce monde sans regrets"

"Tout est faux, tout est faussé. Il n'y a plus de respect, plus de parole donnée", se désole l'acteur de 82 ans.

Rédaction Le HuffPost avec AFP



AFP/Getty Images

Le bilan est amer pour Alain Delon. L'acteur de 82 ans affirme qu'il quittera "ce monde sans regrets" dans une interview parue ce jeudi 11 janvier, dans le cadre d'un numéro spécial de Paris Match consacré à ses 60 ans de carrière.

"La vie ne m'apporte plus grand-chose. J'ai tout connu, tout vu. Mais surtout, je hais cette époque, je la vomis", explique le comédien à la fin de cet entretien avec Valérie Trierweiler intitulé "Moi, Delon: l'interview de sa vie".



Valerie Trierweiler@valtrier

Merci à Alain #Delon de s'être livré dans une interview riche et sensible pour ce hors-série exceptionnel de @ParisMatch .

"Il y a ces êtres que je hais. Tout est faux, tout est faussé. Il n'y a plus de respect, plus de parole donnée. Il n'y a que l'argent qui compte. On entend parler de crimes à longueur de journée. Je sais que je quitterai ce monde sans regrets", lance Alain Delon après être revenu sur sa carrière, le rapport difficile avec sa famille, les femmes qu'il a aimées et les amis qu'il a perdus. "Presque tout le monde est mort", souligne l'acteur mythique du "Guépard".

Interrogé sur la place d'une femme dans sa vie aujourd'hui, l'acteur répond qu'il ne l'a "pas trouvée". "Je ne dis pas qu'il n'y a pas de candidates. Il y en a dix, mais aucune pour le moment ne me convient pour finir ma vie. (...) Je pourrais épouser une femme si elle était prête à m'accompagner jusqu'à la fin", explique l'acteur.

Il veut être enterré près de ses chiens

Alain Delon précise également que le tournage de son "dernier film", prévu avec Patrice Leconte et où il doit partager l'affiche avec Juliette Binoche, a "pris du retard". Et il "voudrait remonter sur les planches une dernière fois".

Le dernier long métrage avec Alain Delon remonte à 2008 avec "Astérix aux jeux olympiques" de Frédéric Forestier et Thomas Langmann, dans le rôle tout en autodérision de Jules César. Au théâtre, l'acteur a été dernièrement à l'affiche d'"Une Journée ordinaire" d'Eric Assous (2011 et 2013).

"Je n'ai jamais rêvé de cette carrière, elle est arrivée comme ça", dit l'acteur. "Je n'étais pas fait pour être Alain Delon. J'aurais dû être mort depuis longtemps. Ça s'appelle le destin".

"Je suis un acteur et pas un comédien, je n'ai pas fait le conservatoire", rappelle Alain Delon. "Moi, je n'ai rien fait, j'ai arrêté l'école à 14 ans et j'ai fait l'armée. Je suis un acteur comme Jean Gabin, Lino Ventura ou Burt Lancaster. Une personnalité forte qu'on a mise au cinéma. Et je peux dire, sans fausse modestie, que j'ai réussi ce métier".

L'acteur insiste par ailleurs sur l'importance des chiens dans sa vie, une cinquantaine d'animaux enterrés dans sa propriété et auprès desquels il souhaite être enterré.

HUFFPOST
EN ASSOCIATION AVEC LE GROUPE Le Monde

A Suivre...
La Presse en Revue

